

ENQUÊTE ANNUELLE

JANVIER - DÉCEMBRE 2022



SOMMAIRE

1	Introduction	3
2	Adhésion	4
	2.1 Décentralisation	5
	2.2 Plans d'action, expertise	7
3	Réalisations	11
	3.1 Recherche et collecte de données	11
	3.2 Gestion des connaissances et renforcement des capacités	11
	3.3 Mobilisation de la communauté	12
	3.4 Implication multipartite	12
	3.5 Lobbying	12
	3.6 Autonomisation et implication de la jeunesse	13
	3.7 Prestation de services	13
4	Défis	14
5	Indices du RSC SUN	16
	5.1 Indice de gouvernance	16
	5.2 Indice de viabilité	16
	5.3 Indice de diversité et d'inclusion	17
6	Implication de la plateforme multipartite	18
7	Apprentissage par les pairs	20
8	Recommandations, prochaines étapes	22

Photo de la couverture et de la quatrième de couverture : Rizières népalaises
(Photo : Mokhamad Edliadi/CIFOR)

1 INTRODUCTION

En 2022, l'enquête annuelle du Réseau de la société civile de Scaling Up Nutrition (RSC SUN) a enregistré le taux de réponse le plus élevé à ce jour, puisque 75 % (45 sur 61) des Alliances de la société civile l'ont remplie, ce qui représente une augmentation exponentielle par rapport au taux de réponse de 32 % enregistré en 2021. À la fin du rapport, vous découvrirez comment le secrétariat du RSC SUN interviendra pour répondre aux besoins et aux recommandations partagés par les ASC.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les pays qui ont répondu à l'enquête annuelle : Afghanistan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Centrafrique, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée-Bissau, Indonésie, Kenya, Kirghizstan, Laos, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tanzanie, Togo, Viet Nam et Zimbabwe.

Confrontées à la Covid-19, à l'aggravation des crises alimentaires et nutritionnelles mondiales, aux problèmes économiques et politiques, au rétrécissement de l'espace civique et à la réduction des ressources consacrées au développement, en plus des défis propres à chaque pays, les Alliances de la société civile subissent de plein fouet les conséquences

d'un paysage qui ne cesse de se dégrader. Malgré cela, les membres du Réseau ont mis en œuvre des interventions efficaces en matière de nutrition, mené des campagnes de sensibilisation fructueuses et renforcé les capacités collectives des membres du réseau et des acteurs externes, ce qui a permis d'obtenir des résultats significatifs en matière de nutrition.

Le rapport présente les membres du Réseau de la société civile en 2022, des exemples de réalisations clés et de défis rencontrés par les alliances, les priorités du plan d'action 2023, leur engagement au sein des plateformes multipartites SUN et leur classement en matière de viabilité, de gouvernance, de diversité et d'inclusion.

Voudriez-vous en savoir plus ? Cliquez ici.

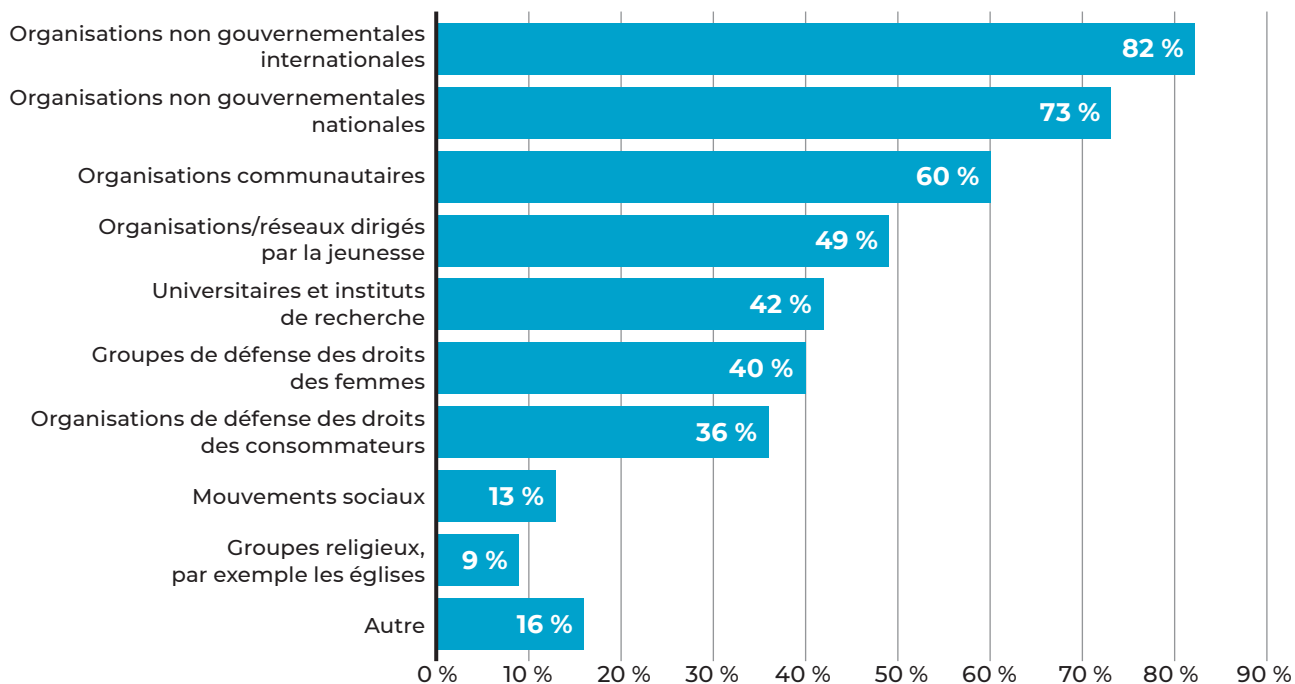


PHOTO : SANTIAGO ARCOS/UNICEF

2 ADHÉSION

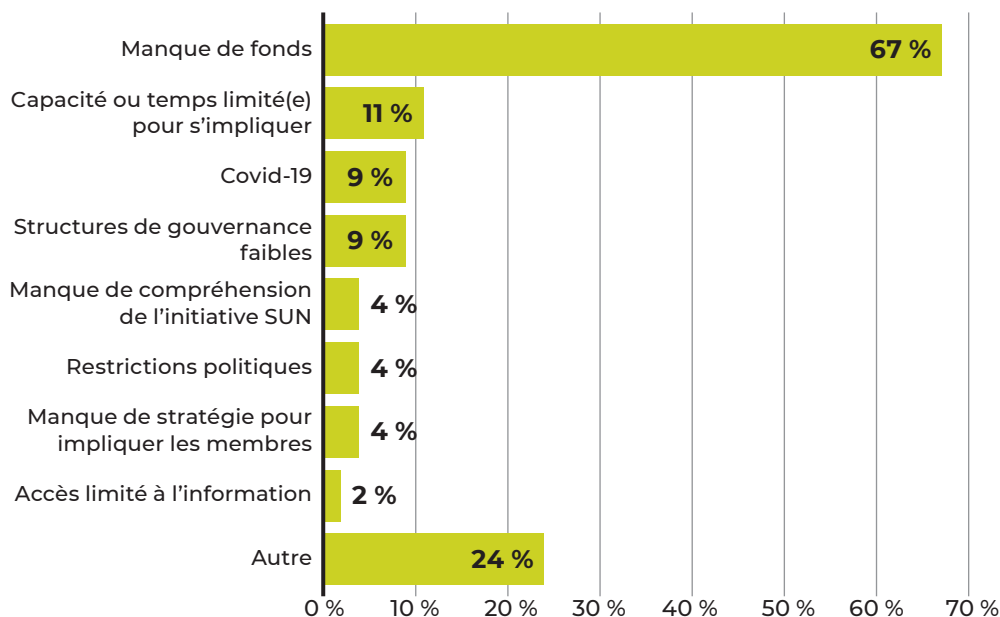
En 2022, le Réseau de la société civile comptait **4 588 organisations membres et membres individuels**. Parmi les 45 qui ont répondu à l'enquête annuelle, les alliances se composent des types d'organisations suivants.

Types d'organisations appartenant aux Alliances de la société civile



Face à un réseau en pleine expansion, de nombreuses Alliances de la société civile ont fait état d'obstacles à l'engagement des membres. Une majorité écrasante (67 %) des Alliances de la société civile ont déclaré que leur principal obstacle était le manque de fonds, entraînant l'absence de coordinateurs à plein temps ou à temps partiel au sein des alliances et la difficulté à impliquer les membres et coordonner des activités conjointes.

Obstacles à l'engagement des membres





Malgré ces défis, les alliances trouvent des moyens créatifs pour améliorer l'engagement de leurs membres :

Burkina Faso – A établi des groupes thématiques au sein de l'Alliance de la société civile RESONUT et a créé une plateforme pour faciliter les échanges entre les membres des différents groupes. En outre, des réunions périodiques ont été organisées et des opportunités de renforcement des capacités ont été proposées aux membres dans ces domaines thématiques, y compris la mise en œuvre du projet de lobbying décentralisé par le RESONUT et ses partenaires. Toutes ces initiatives ont permis d'accroître l'implication des membres.

Cambodge – A organisé des réunions en ligne, ce qui a permis à de nombreux membres vivant en dehors de la capitale, Phnom Penh, de participer aux activités des Alliances de la société civile.

Éthiopie – A collaboré avec les administrations régionales pour obtenir une liste des organisations de la société civile, s'est engagée auprès des membres par le biais des réseaux sociaux, a élaboré des fiches d'information et des ressources à l'intention des membres et est en train d'établir des sections régionales avec des responsables régionaux.

Madagascar – A offert des possibilités de renforcement des capacités aux membres dans différentes régions et a diminué les frais d'adhésion pour atténuer l'impact de la Covid-19.

Malawi – A renforcé ses capacités par le biais d'une formation au lobbying adaptée aux besoins de ses membres. Ces derniers se sont engagés à influencer les politiques, les budgets et les stratégies nationales, telles que l'analyse du budget annuel et le suivi du budget des districts, en consultation avec les comités de coordination de la nutrition au niveau des districts.

[Voudriez-vous en savoir plus ? Cliquez ici.](#)

2.1 Décentralisation

69 % des Alliances de la société civile ont mis en place des structures infranationales, 11 % sont en train d'en créer, tandis que 22 % n'ont pas encore lancé d'efforts de décentralisation.

Voici quelques exemples d'activités entreprises au niveau infranational :

Burkina Faso – Les membres de l'Alliance de la société civile du Burkina Faso ont désigné démocratiquement des référents dans cinq

régions. Ceux-ci coordonnent les activités de l'Alliance au niveau décentralisé en collaboration avec la structure de coordination nationale. Au niveau infranational, l'Alliance surveille le financement public et les partenaires techniques et financiers pour la nutrition, produit des preuves par la recherche pour soutenir le lobbying et crée et diffuse des messages de sensibilisation du public sur les bonnes pratiques nutritionnelles. Elle a fourni un soutien technique aux acteurs multisectoriels au niveau infranational.

Costa Rica – Des informations ont été collectées au niveau infranational pour identifier les alertes anticipées sur la situation nutritionnelle et la fourniture de biens et de services par l'État à la population cible de l'Alliance.

Ghana – Les référents régionaux et de district ont été sélectionnés et orientés pour servir de structures de terrain à l'ASC SUN du Ghana. Ces structures ont été créées dans le cadre du projet de financement commun et sont opérationnelles depuis 2019. L'Alliance a impliqué les districts et les communautés dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des actions relatives à la nutrition.

Kenya – Création de sections nationales dont les membres se réunissent au niveau infranational et élisent un(e) président(e),

un(e) vice-président(e), un(e) secrétaire et un(e) trésorier(e). Les membres élus communiquent régulièrement avec le secrétariat par l'intermédiaire du coordinateur national. Les activités suivantes sont entreprises au niveau infranational :

1. Renforcement des capacités de lobbying
2. Activités de lobbying auprès des décideurs politiques
3. Orientation et élaboration de politiques
4. Mobilisation des ressources nationales
5. Sensibilisation de la communauté et communication sur le changement de comportement

Laos – A organisé des événements d'apprentissage, des réunions de coordination au niveau provincial et a mis en œuvre des campagnes de sensibilisation telles que la Semaine mondiale de l'allaitement maternel au niveau infranational.

Mali – A mis en place un mécanisme permettant aux autorités locales de rendre compte de leur engagement à inclure la nutrition dans les plans de développement municipaux. La diffusion du PAMN 2021-2023 (Kaya et Sikasso) a été soutenue.

Au **Malawi**, l'Alliance des organisations de la société civile pour la nutrition (CSONA) dispose de plateformes de nutrition des OSC au niveau des districts, avec un référent qui coordonne les structures et met régulièrement à jour l'ASC. Toutes les communications entre le niveau national et les districts passent par les référents des districts. Le poste de référent fait l'objet d'une rotation tous les deux ans. Les activités suivantes sont entreprises à ce niveau :

1. Analyse et suivi du budget du district
2. Lobbying pour la priorisation de la nutrition dans les politiques du district
3. Sensibilisation des communautés à la nutrition dans les plans d'action des villages
4. Formation des OSC en matière de lutte contre la malnutrition

Voudriez-vous en savoir plus ? Cliquez ici.

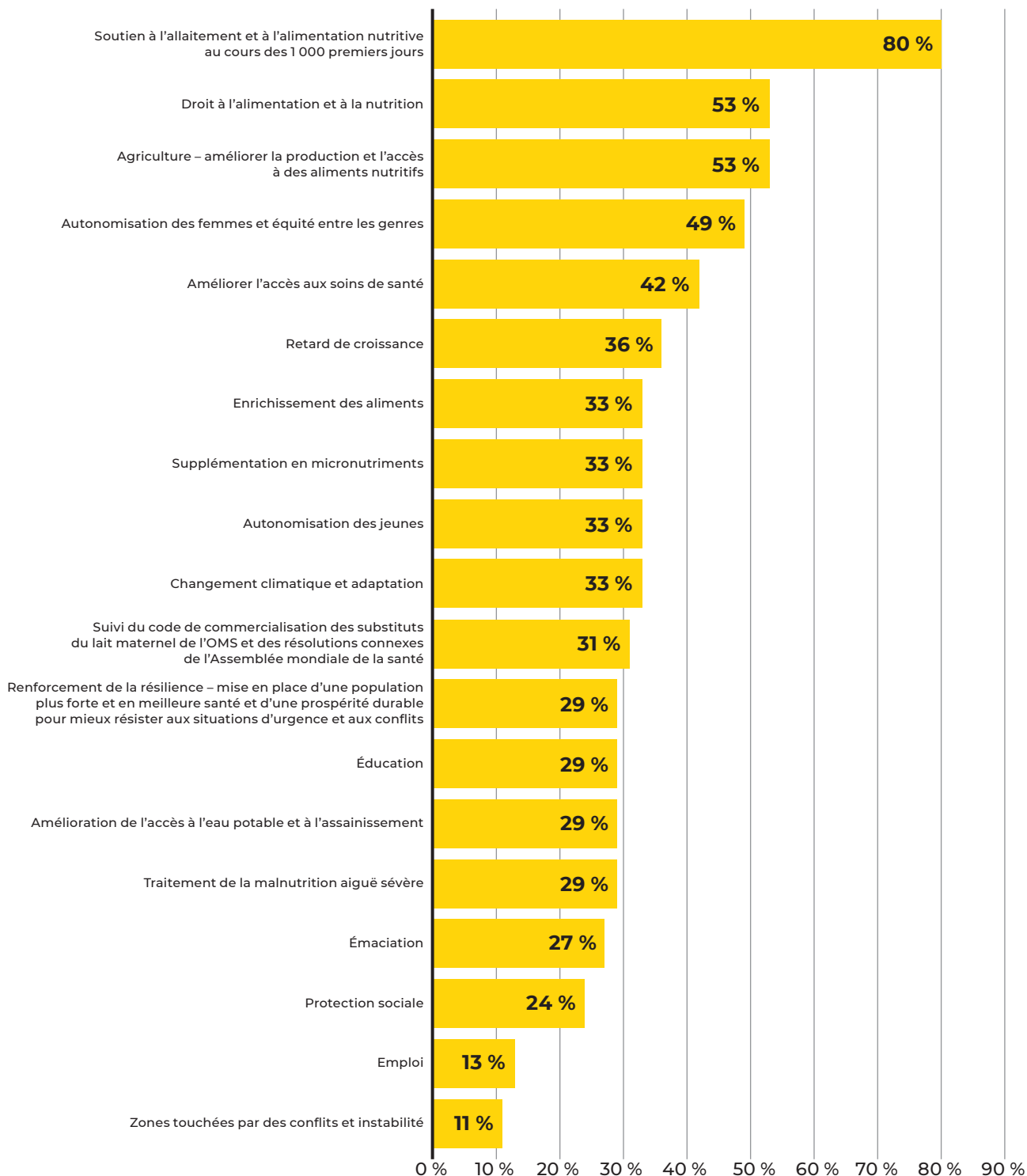


2.2 Plans d'action, expertise

Les Alliances de la société civile ont fait savoir que les domaines thématiques les plus importants de leur plan d'action pour 2023 étaient : le soutien à l'allaitement et à une

alimentation nutritive au cours des 1 000 premiers jours (80 %), le droit à l'alimentation et à la nutrition (53 %), l'agriculture (l'amélioration de la production et de l'accès à des aliments nutritifs et le soutien aux petits cultivateurs) (53 %).

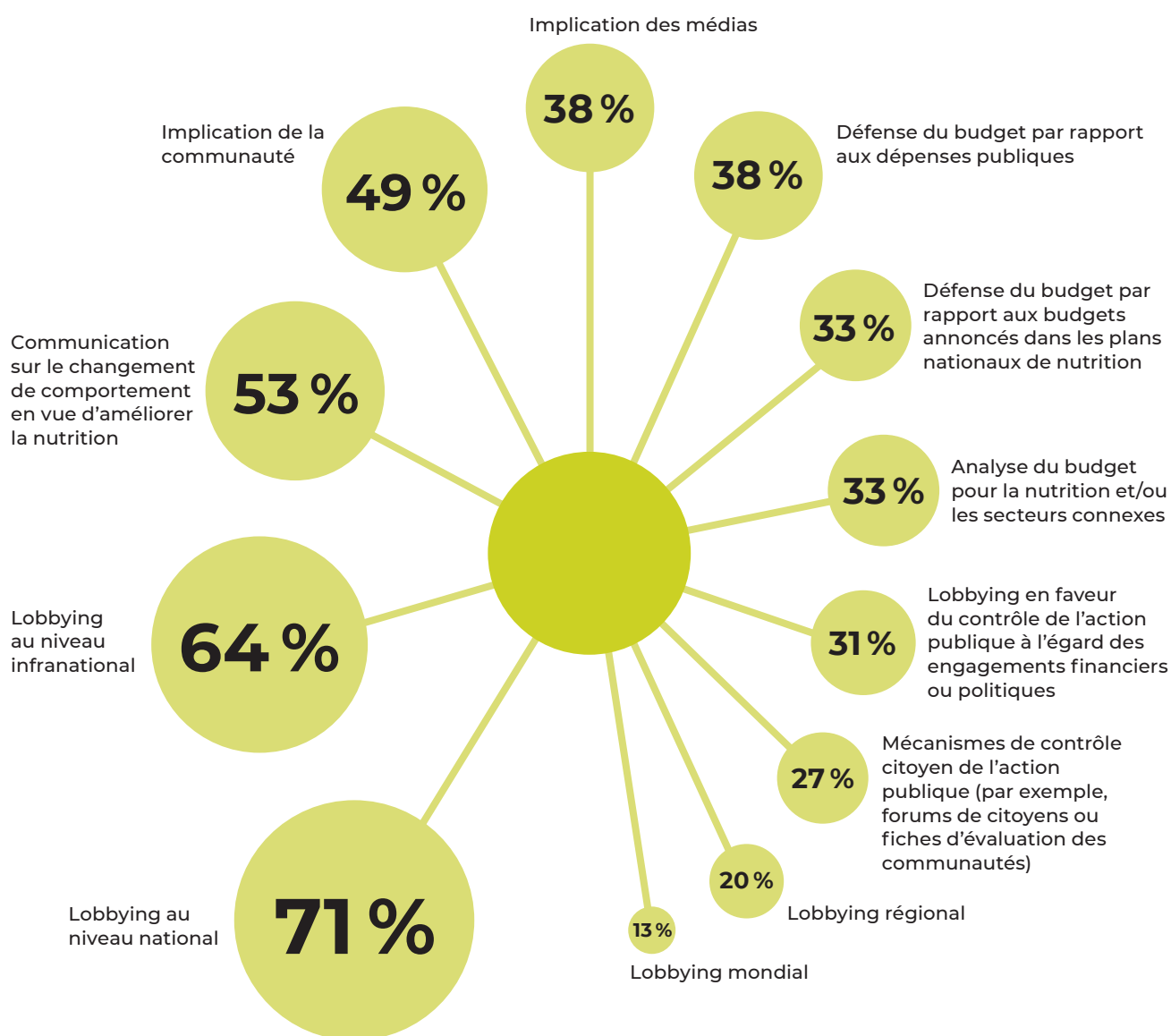
Domaines thématiques inclus dans les plans d'action 2023 des ASC



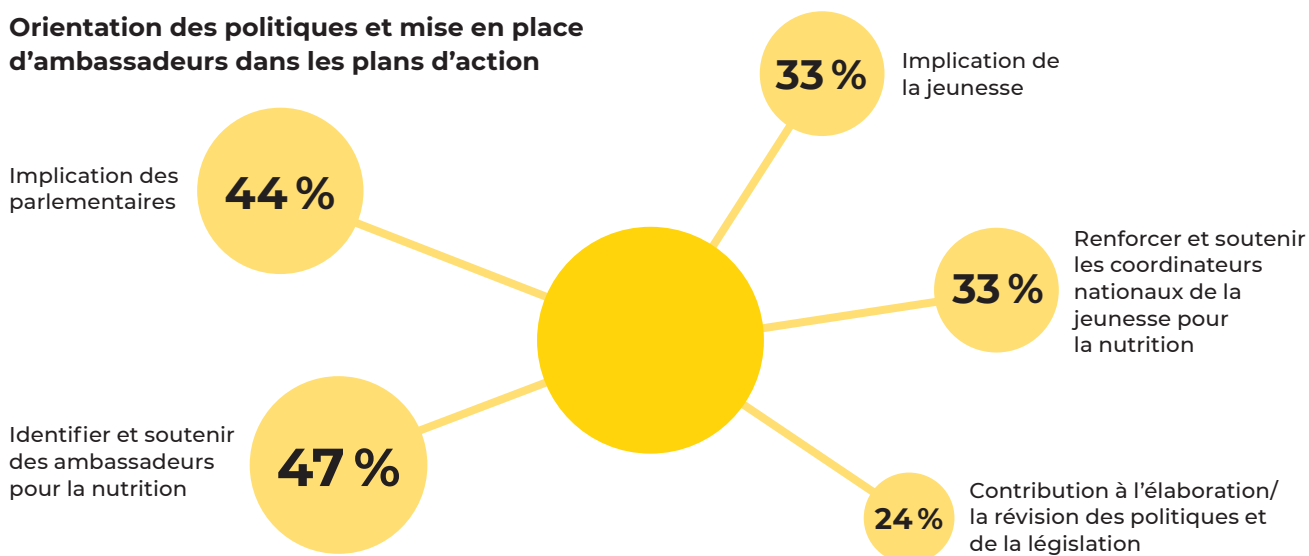
Les domaines techniques des plans d'action 2023 des Alliances ont été classés en quatre catégories spécifiques :

- **Lobbying et mobilisation sociale**
- **Orientation des politiques et mise en place d'ambassadeurs**
- **Prise de décision fondée sur des données probantes**
- **Renforcement des capacités**

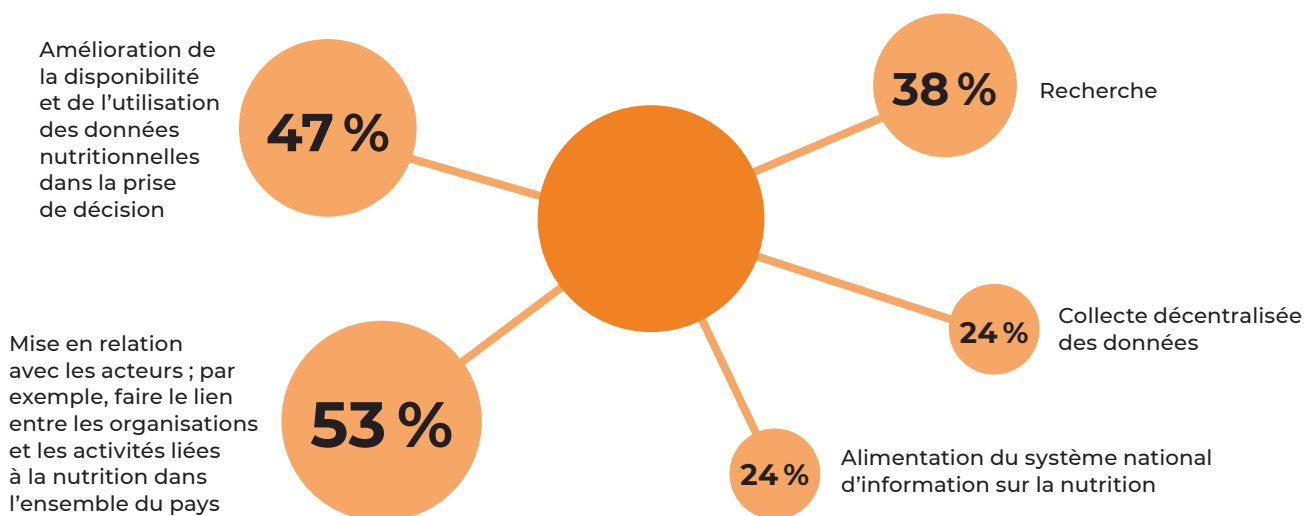
Lobbying et mobilisation sociale dans les plans d'action



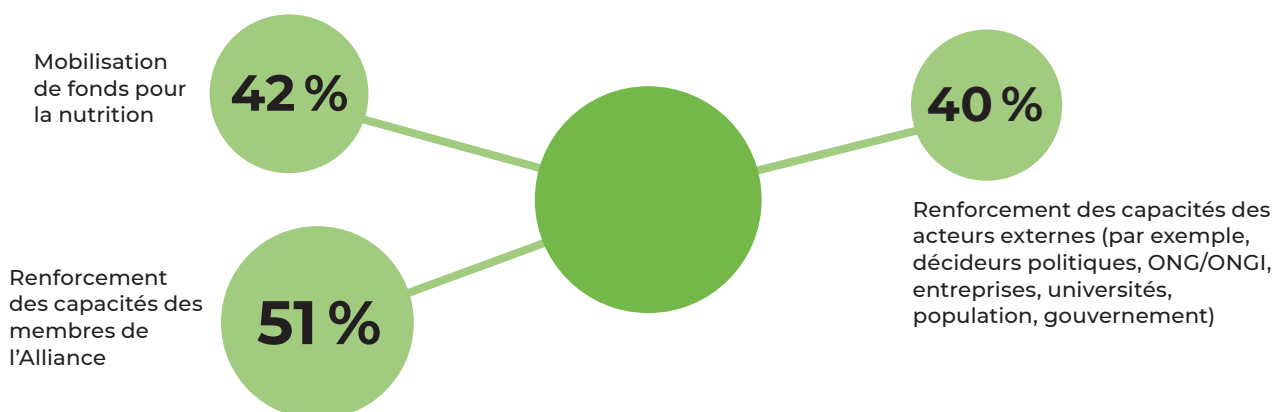
Orientation des politiques et mise en place d'ambassadeurs dans les plans d'action



Prise de décision fondée sur des données probantes dans les plans d'action



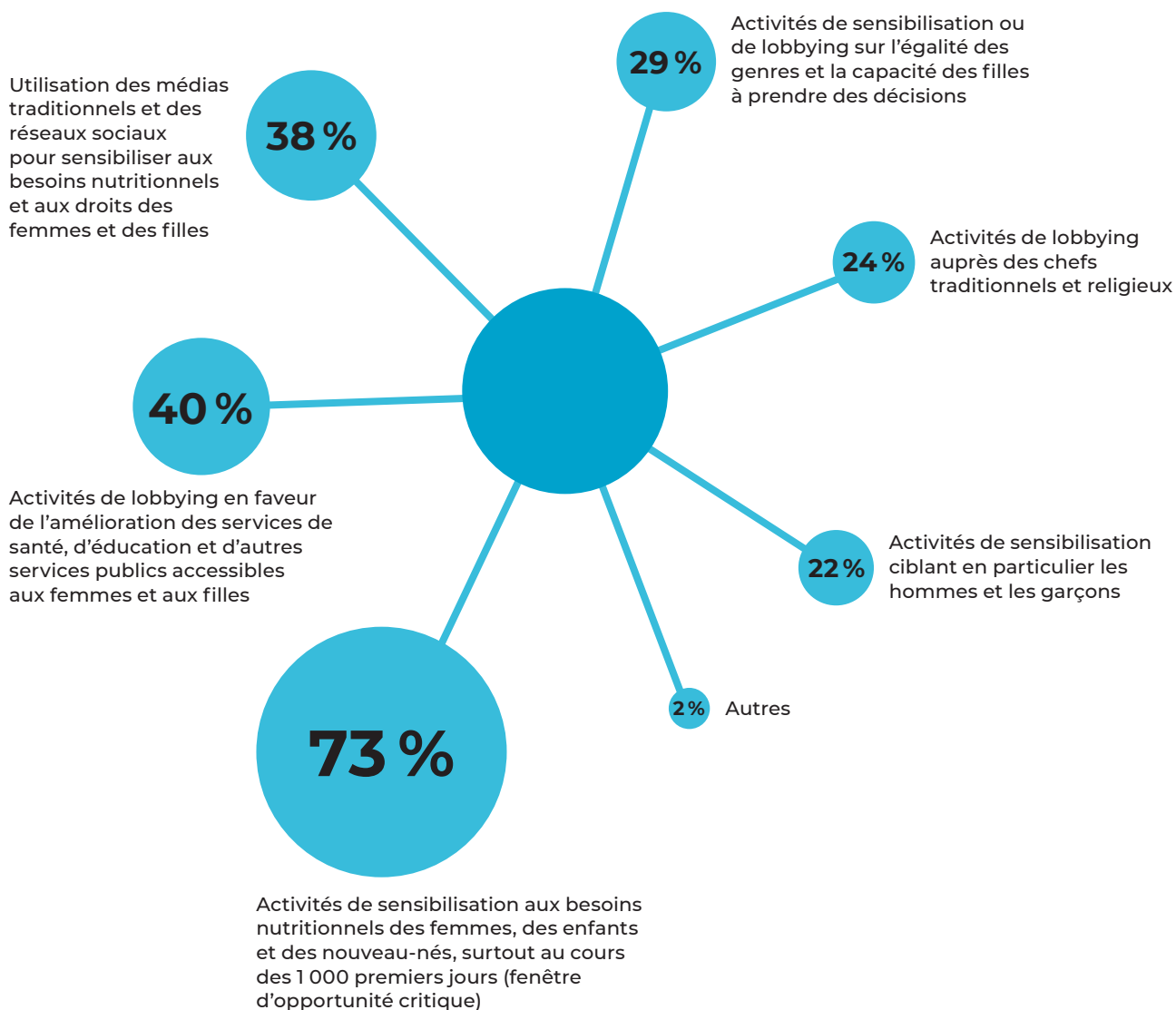
Renforcement des capacités dans les plans d'action



Les Alliances de la société civile ont intégré dans leur plan d'action des activités visant à promouvoir l'égalité des genres, 73 % d'entre elles se concentrant sur des activités de sensibilisation aux besoins nutritionnels des

femmes, des enfants et des nouveau-nés et 40 % menant des activités de lobbying en faveur de l'amélioration des services de santé, d'éducation et d'autres services publics accessibles aux femmes et aux filles.

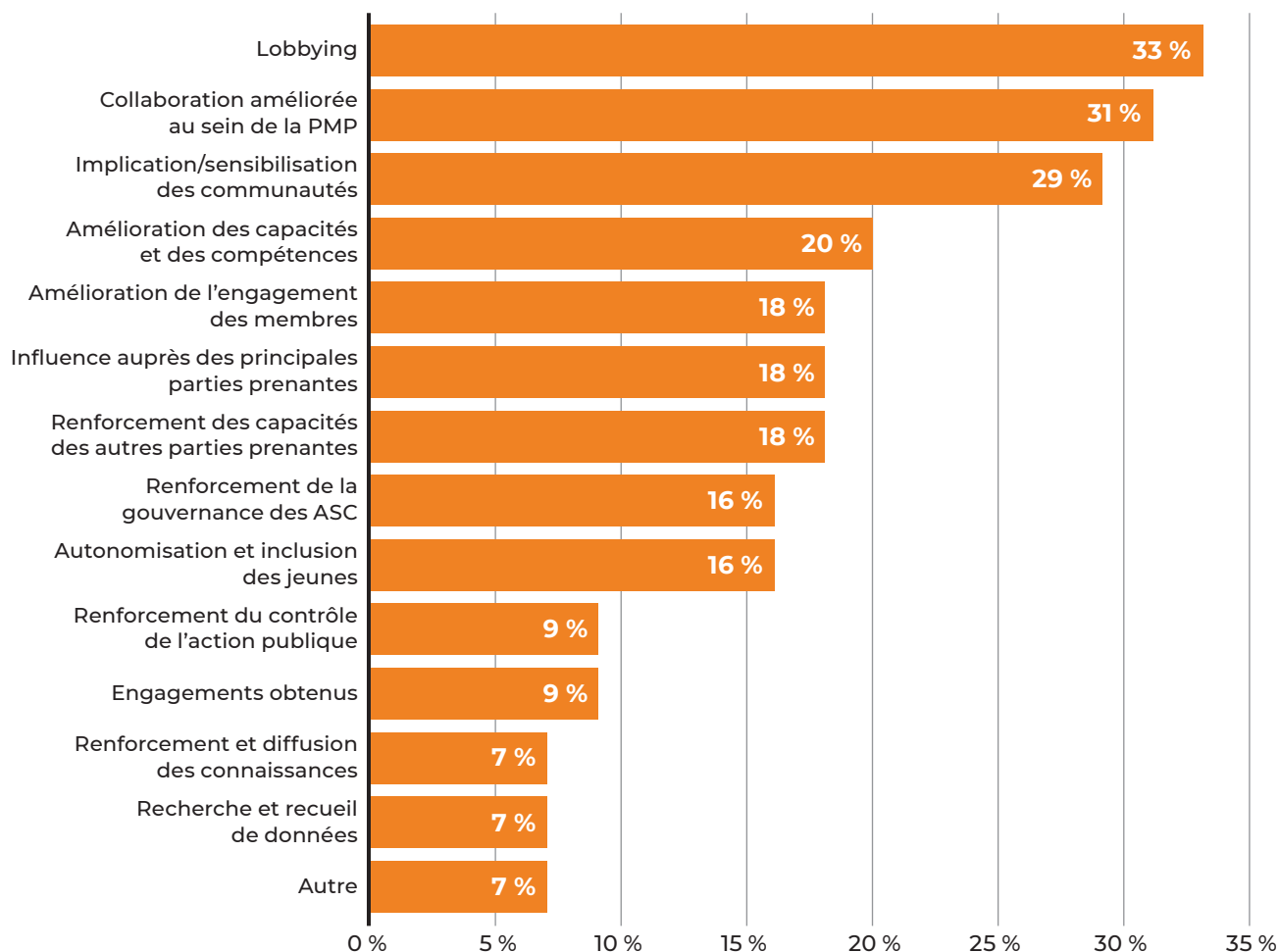
Activités visant à promouvoir l'égalité des genres dans les plans d'action



3 RÉALISATIONS

Malgré les difficultés liées au contexte, au manque de fonds (80 %) et au rétrécissement de l'espace civique, les Alliances de la société civile ont obtenu des résultats significatifs dans les domaines du lobbying (33 %), de l'amélioration de la collaboration entre les plateformes multipartites (31 %), de l'implication des communautés et de leur sensibilisation aux questions liées à la nutrition (29 %) et de l'amélioration des capacités et des compétences des membres et des acteurs externes (20 %).

Réalisations des Alliances de la société civile en 2022



3.1 Recherche et collecte de données

Guatemala – Visite sur le terrain dans des entrepôts alimentaires afin de vérifier les données primaires sur l'état de l'infrastructure et de la production. Soutien aux activités menées par les unions, les églises évangéliques et d'autres acteurs.

Laos – A mené une étude conjointe sur l'impact de l'inflation sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

3.2 Gestion des connaissances et renforcement des capacités

Guinée – A renforcé les capacités de l'Alliance concernant l'intégration des produits locaux dans l'alimentation des enfants.

Mali – A organisé une session de renforcement des capacités à l'intention des parlementaires sur le financement des services sociaux de base, de la nutrition et de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).

Laos – A mis en place une plateforme d'apprentissage en ligne mensuelle (ASC SUN Friday Hangout), qui a permis l'apprentissage entre pairs pour les membres.

3.3 Mobilisation de la communauté

Guinée – A mis en place des groupements de femmes au niveau communautaire, a organisé une activité de sensibilisation en promouvant des produits locaux accessibles à la population et a organisé des démonstrations culinaires à Matam et Matoto.

Madagascar – A mis en œuvre le projet « Femmes leaders pour le développement », qui a permis de promouvoir les actions entreprises par les femmes et les jeunes filles pour accéder aux organes de décision (en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et de nutrition) dans les régions du sud de Madagascar. En outre, l'Alliance a mis en œuvre un projet visant à renforcer les actions et l'implication de la population en faveur de l'amélioration du système de santé de base.

3.4 Implication multipartite

Ghana – En tant que membre du Groupe de planification intersectorielle des systèmes alimentaires (CSPG) sous la direction de la Commission nationale de planification du développement, l'ASC SUN a participé activement à toutes les réunions et délibérations du CSPG, apportant sa contribution à l'élaboration des politiques et des stratégies en matière de nutrition.



Ghana – L'Alliance contre la faim (Hunger Alliance) a participé de manière significative à tous les dialogues du référent SUN sur la nutrition. Elle a contribué, par exemple, à l'atelier portant sur le financement durable de la nutrition, aux évaluations conjointes, à la consultation relative à la stratégie nationale de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique et à l'examen de la matrice de la politique nationale en matière de systèmes alimentaires.

Mozambique – Des réunions de sensibilisation ont été organisées avec les gouverneurs, les secrétaires d'État (provinces) et les administrateurs (districts). Une série de réunions a été organisée avec des comités de parlementaires, qui ont abouti à l'élaboration d'un Guide d'action parlementaire pour la nutrition. Ce document a été distribué à tous les membres du Parlement national, aux membres des Assemblées provinciales et à certaines municipalités.

3.5 Lobbying

Burkina Faso – Aux niveaux national et infranational, l'Alliance a mené presque toutes les actions de lobbying en matière de budget du gouvernement pour la nutrition. Cette expertise a été partagée au niveau infranational au profit d'autres groupes d'acteurs, en particulier le Groupe de travail du Mécanisme de financement mondial. En outre, elle a mobilisé des représentants et des ambassadeurs engagés dans la cause de la nutrition au cours d'un atelier. Cette activité a permis d'élaborer un plan d'action annuel pour 2023 avec des ambassadeurs et des représentants.

Cambodge – A apporté son soutien aux ministères, aux ONG et aux acteurs du secteur privé pour l'ouverture de plusieurs salles d'allaitement sur le lieu de travail.

Équateur – L'Alliance de la société civile a plaidé avec succès pour la constitution du Conseil consultatif pour la prévention et la réduction de la malnutrition infantile chronique, un organe consultatif de la société civile qui mobilise des idées, des projets et des ressources pour mettre fin à la malnutrition. Il vise

également à renforcer la viabilité et à faire de la malnutrition infantile chronique une politique nationale.

Éthiopie – A fourni des preuves probantes fiables visant le gouvernement lors du lancement de l'Année de la nutrition et de la sécurité alimentaire de l'Union africaine. L'Alliance et d'autres acteurs se sont engagés en faveur de la déclaration de Seqota et de sa mise en œuvre. L'Alliance a joué un rôle important en aidant le gouvernement à organiser le forum de l'examen des performances de l'année fiscale éthiopienne 2014 de la phase d'expansion de la déclaration de Seqota, qui s'est tenu dans la ville de Seqota le 21 août 2022.

Indonésie – Le responsable de l'Alliance a contribué à l'élaboration de la législation relative à la norme de fortification.

Kirghizistan – Le responsable de l'Alliance est parvenu à persuader le gouvernement de retirer le projet de loi sur l'enrichissement de la farine de boulangerie, qui autorisait l'importation de farine non enrichie dans le pays.

Laos – A mis en œuvre une campagne conjointe pour la Semaine mondiale de l'allaitement maternel avec huit actions de lobbying conjointes.

Malawi – Suite au lobbying de l'Alliance pour la priorisation de la nutrition, le gouvernement a annoncé la création d'un crédit budgétaire pour la nutrition au niveau des districts. Elle a organisé une journée mondiale d'action pour la nutrition, à laquelle a participé le ministre de la Santé, qui a pris l'engagement d'augmenter le budget consacré à la nutrition. En outre, elle a organisé trois conférences régionales de lobbying, auxquelles ont participé 28 conseils de district, afin de donner la priorité à la nutrition au sein des conseils de district.

Mali – A organisé et présenté aux parlementaires un exposé sur l'importance du droit à l'alimentation et sur la mise en œuvre du plan multisectoriel.



3.6 Autonomisation et implication de la jeunesse

Afghanistan – A signé un protocole d'accord avec la Capacity for Afghanistan, la plus grande organisation afghane pour la jeunesse, comptant 30 000 membres. Le coprésident de l'ASC s'est vu offrir un rôle de conseiller principal et a soutenu le développement d'initiatives agricoles et sanitaires visant à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition. En outre, l'ASC a apporté un soutien technique à Capacity for Afghanistan pour la rédaction de demandes de subvention.

Mozambique – L'Alliance a permis la création du Réseau de la jeunesse du RSC SUN, qui est coordonné par Movimento pela Cidadania, une organisation membre.

3.7 Prestation de services

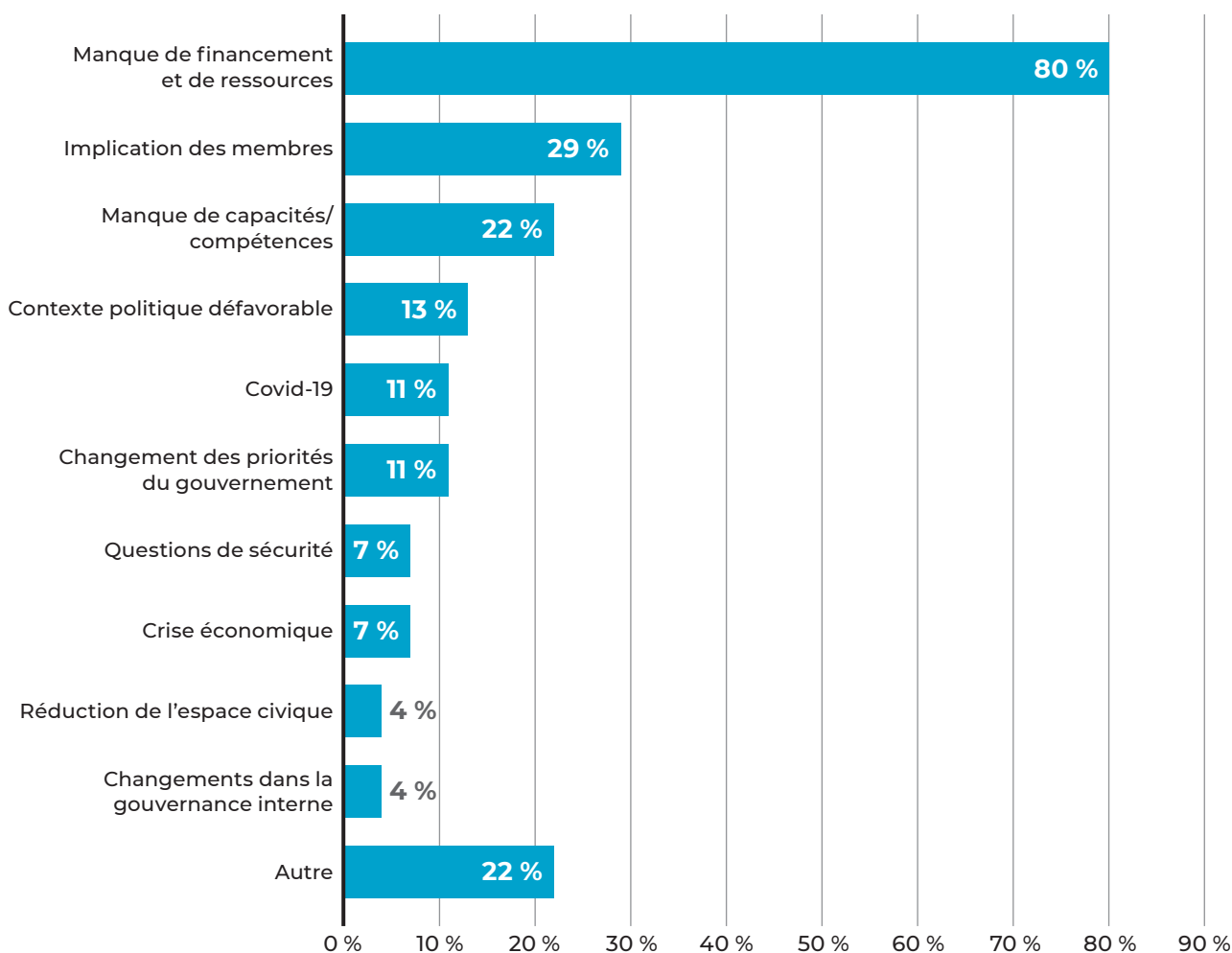
Madagascar – A conçu et mis en œuvre un projet de vaccination qui a permis d'augmenter le nombre de personnes vaccinées contre la Covid-19.

[Voudriez-vous en savoir plus ? Cliquez ici.](#)

4 DÉFIS

80 % des Alliances ont indiqué que leur principal défi en 2022 était lié au besoin de fonds et de ressources supplémentaires. Le deuxième défi le plus important auquel elles sont confrontées est l'implication des membres (29 %), qui est intrinsèquement lié à leur situation financière. De nombreuses Alliances ont besoin d'un coordinateur ou une coordinatrice à temps plein et de plus de ressources pour mobiliser les membres et mettre en œuvre des activités conjointes. Seulement 4 % (2/45) des Alliances disposent d'un financement assuré pour les trois prochaines années et plus, et 21 % (10/45) ont un financement total ou partiel pour les trois prochaines années. La majorité d'entre elles se trouvent dans une phase critique ou sont actuellement dans l'incapacité de fonctionner en raison d'un manque de ressources.

Les défis des ASC en 2022



Le manque de financement et de ressources signifie que les Alliances sont :

- incapables de mettre en œuvre les activités du plan d'action, ce qui affecte le travail de planification
- incapables de mener des campagnes importantes en matière de lobbying et de contrôle de l'action publique auprès du gouvernement et d'autres parties prenantes
- en difficulté pour embaucher et retenir les employés, payer les salaires et couvrir les frais généraux de base

- incapables d'impliquer les membres et de leur offrir des possibilités de renforcement de leurs capacités
- moins visibles dans le pays ; et
- incapables de s'impliquer de manière significative au sein des plateformes multipartites.

Les Alliances de la société civile sont des partenaires essentiels pour mettre fin à la malnutrition et pour mener à bien la stratégie SUN 3.0. Elles offrent des services et un soutien essentiels, sensibilisent l'opinion

publique et plaident en faveur du changement, contrôlent les progrès réalisés, demandent des comptes aux acteurs et mobilisent les communautés pour qu'elles agissent en faveur du changement. Une approche multisectorielle et multipartite incluant la société civile est essentielle pour lutter contre la malnutrition et parvenir à un développement durable. Pourtant, dans toutes les régions, les ASC ont du mal à fonctionner et, dans certains cas, sont contraintes de mettre fin à leurs activités en raison du manque de financement.



PHOTO : WFP/SAIED ASIF MAHMUD

5 INDICES DU RSC SUN

En 2021, nous avons lancé les indices de gouvernance, de viabilité et de diversité et d'inclusion, qui ont été élaborés pour aider à évaluer le niveau de performance des Alliances. Ces indices ont été validés par quatre Alliances de la société civile représentant les quatre régions du RSC. Ces indices ont été intégrés dans une série d'exercices en ateliers destinés à une utilisation pratique dans le [Guide de la bonne gouvernance](#). Ils sont conçus comme des outils d'auto-évaluation pour les Alliances de la société civile et les initiatives de la société civile, afin d'examiner leur statut et de comprendre ce dont elles ont besoin pour assurer la bonne gouvernance.

Bien que les indices donnent une bonne vue d'ensemble du classement des Alliances dans ces domaines, il convient de les étudier avec prudence, car de nombreuses Alliances se sont retrouvées dans la partie inférieure du classement.

5.1 Indice de gouvernance

L'indice de gouvernance est composé de 13 indicateurs qui intègrent divers éléments des principes de bonne gouvernance. Chaque indicateur est assorti d'une pondération que l'on additionne pour obtenir un score total et détermine ensuite le niveau de bonne gouvernance de l'Alliance, comme indiqué ci-dessous :

- Niveau 1 : Critique ou initial (en fonction de la date d'établissement ou du contexte)
- Niveau 2 : Mise en œuvre en cours

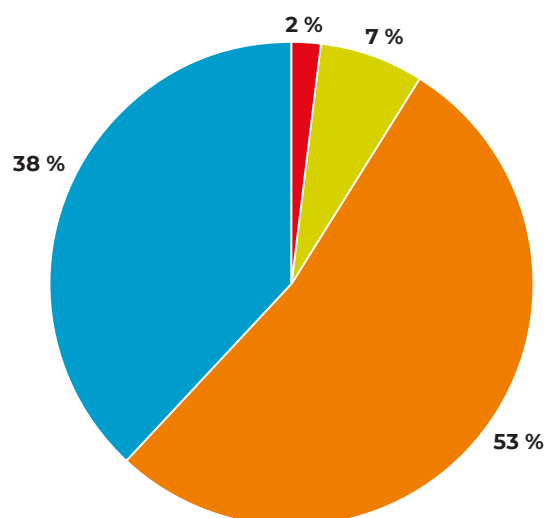
- Niveau 3 : Encadré et favorable
- Niveau 4 : Durable et viable

Les 45 Alliances qui ont répondu se sont classées comme indiqué dans le graphique ci-dessous.

5.2 Indice de viabilité

L'indice de viabilité se compose de 19 indicateurs qui s'appuient sur le score de gouvernance et intègre le « fonctionnement » et la « disponibilité des fonds ». Ces trois sphères sont toutes

Classement des niveaux de l'indice de gouvernance



- Niveau 1 : Critique ou initial (en fonction de la date d'établissement ou du contexte)
- Niveau 2 : Mise en œuvre en cours
- Niveau 3 : Encadré et favorable
- Niveau 4 : Durable et viable

indispensables à la viabilité des ASC. Cet indice ne mesure pas le « niveau d'impact/de portée » de l'ASC. Chaque indicateur est assorti d'une pondération que l'on additionne pour obtenir un score total et détermine ensuite le niveau de bonne gouvernance de l'Alliance, comme indiqué ci-dessous :

- Niveau 1 : Pas de viabilité
- Niveau 2 : Viabilité faible
- Niveau 3 : Viabilité moyenne
- Niveau 4 : Viabilité élevée

Les 45 Alliances qui ont répondu se sont classées comme indiqué dans le graphique ci-dessous.

5.3 Indice de diversité et d'inclusion

L'un des catalyseurs de la stratégie 3.0 pour les Réseaux de la société civile est l'intégration de la dimension du genre, en mettant l'accent sur les points suivants :

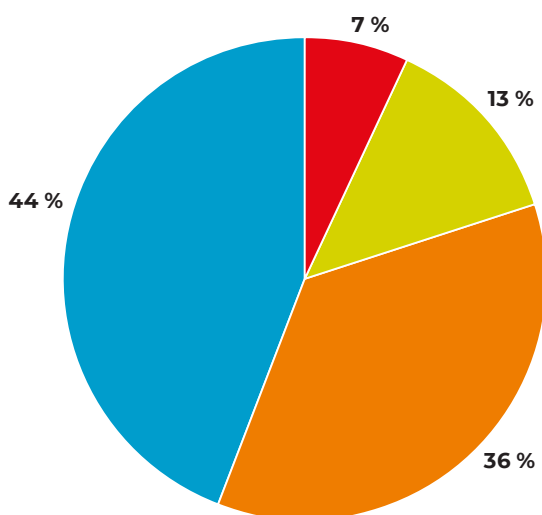
- Les femmes et les filles jouent un rôle prépondérant dans les structures des réseaux.

- Les approches transformatrices en matière de genre sont pilotées et partagées au sein du réseau.
- Les modèles de leadership sensibles au genre sont promus au sein et au-delà du Mouvement SUN.
- Les groupes les plus vulnérables sont inclus.

À ce titre, nous avons créé un indice de diversité et d'inclusion composé de sept indicateurs, dont la parité au sein des structures de direction des Alliances, les interventions inclusives des Alliances et l'implication des femmes, des jeunes et d'autres parties prenantes vulnérables dans l'élaboration des stratégies et la prise de décision.

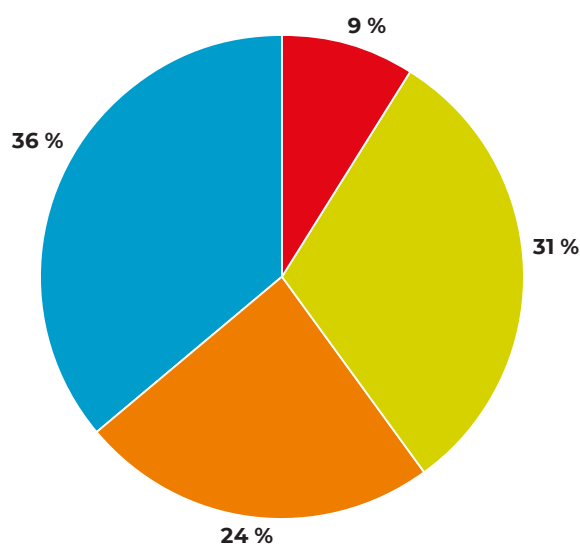
Les 45 Alliances qui ont répondu se sont classées comme indiqué dans le graphique ci-dessous.

Classement des niveaux de l'indice de viabilité



- Niveau 1 : Pas de viabilité
- Niveau 2 : Viabilité faible
- Niveau 3 : Viabilité moyenne
- Niveau 4 : Viabilité élevée

Classement des niveaux de l'indice de diversité et d'inclusion



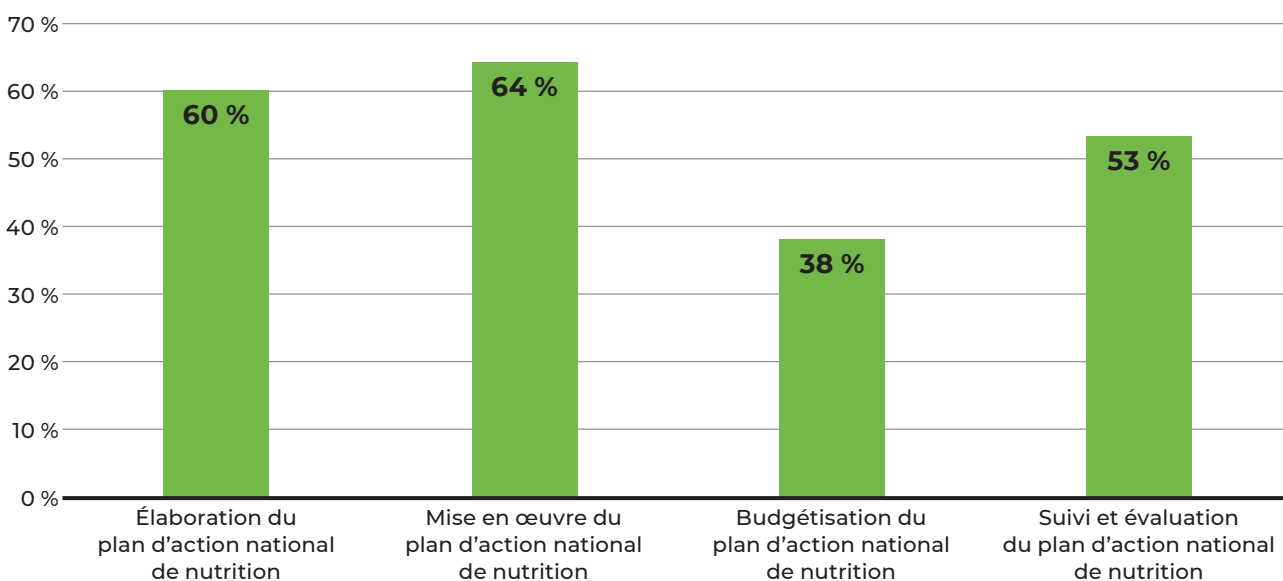
- Niveau 1 : Limité
- Niveau 2 : Suffisant
- Niveau 3 : Généralisé
- Niveau 4 : Approche transformatrice

6 IMPLICATION DE LA PLATEFORME MULTIPARTITE

Dans la stratégie SUN 3.0 (2021-2025), le Réseau de la société civile veille à ce que la société civile soit incluse et impliquée de manière significative dans les plateformes multipartites (PMP), sachant que les membres de la société civile sont essentiels pour cette initiative, car ils apportent aux plateformes multipartites leur expérience vécue de la malnutrition et proposent des solutions enracinées dans les réalités de la population.

Malgré le manque de financement, de ressources et de capacités, les Alliances de la société civile continuent de jouer un rôle déterminant au sein des plateformes multipartites aux niveaux national comme infranational. Vous trouverez ci-dessous le détail de la contribution des Alliances dans les différents domaines des plans nationaux de nutrition.

Contribution des ASC dans les différents domaines des plans nationaux de nutrition



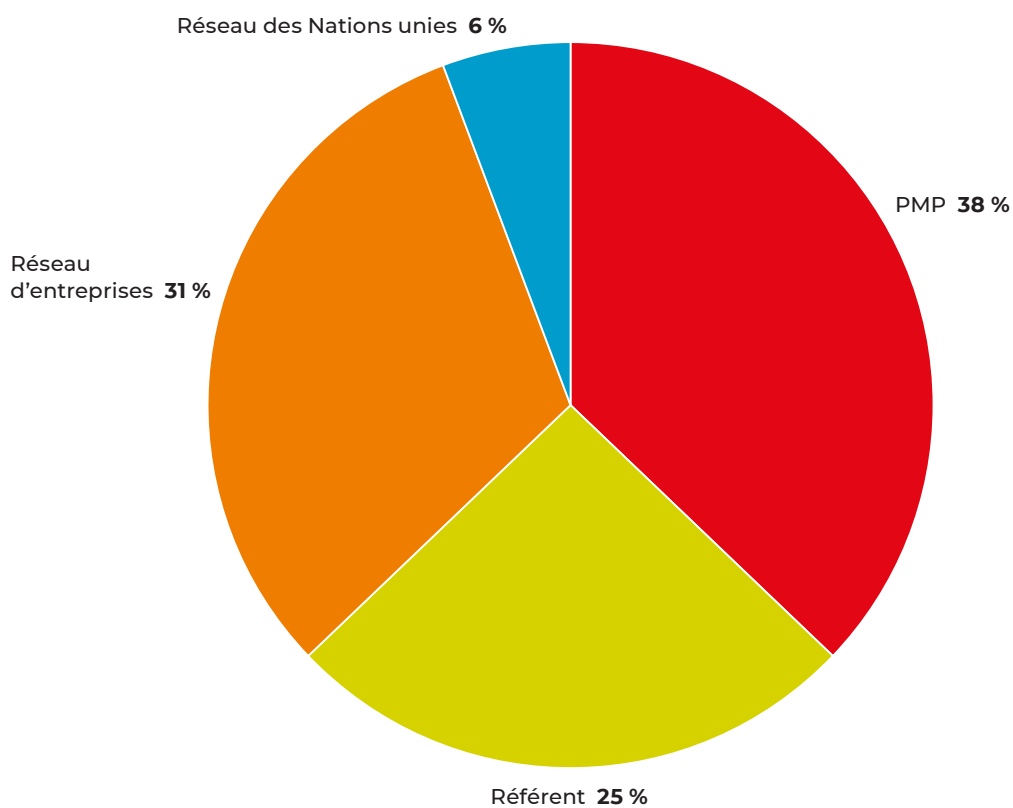
En outre, les Alliances de la société civile ont continué à fournir une assistance technique à diverses parties prenantes des PMP. En voici quelques exemples :

- **Ghana** : l'ASC a apporté une assistance au référent SUN pour mettre en place le Réseau d'entreprises SUN.
- **Éthiopie** : l'ASC a déployé deux conseillers techniques pour soutenir la PMP SUN.
- **Indonésie** : une organisation membre de l'Alliance a dispensé une formation de renforcement des capacités aux membres du Réseau d'entreprises SUN (par exemple, partage des connaissances sur l'enrichissement des aliments).
- **Kenya** : l'ASC a apporté son soutien au Réseau des entreprises et des Nations unies.
- **Kirghizstan** : l'ASC a élaboré une note d'information sur la situation concernant l'enrichissement de la farine.

Les ASC ont répondu le plus souvent qu'elles apportaient une assistance technique à la PMP, au référent, au Réseau d'entreprises et au réseau

des Nations unies au niveau national, comme le montre le graphique ci-dessous.

Parties prenantes des PMP ayant reçu une assistance technique de la part des ASC

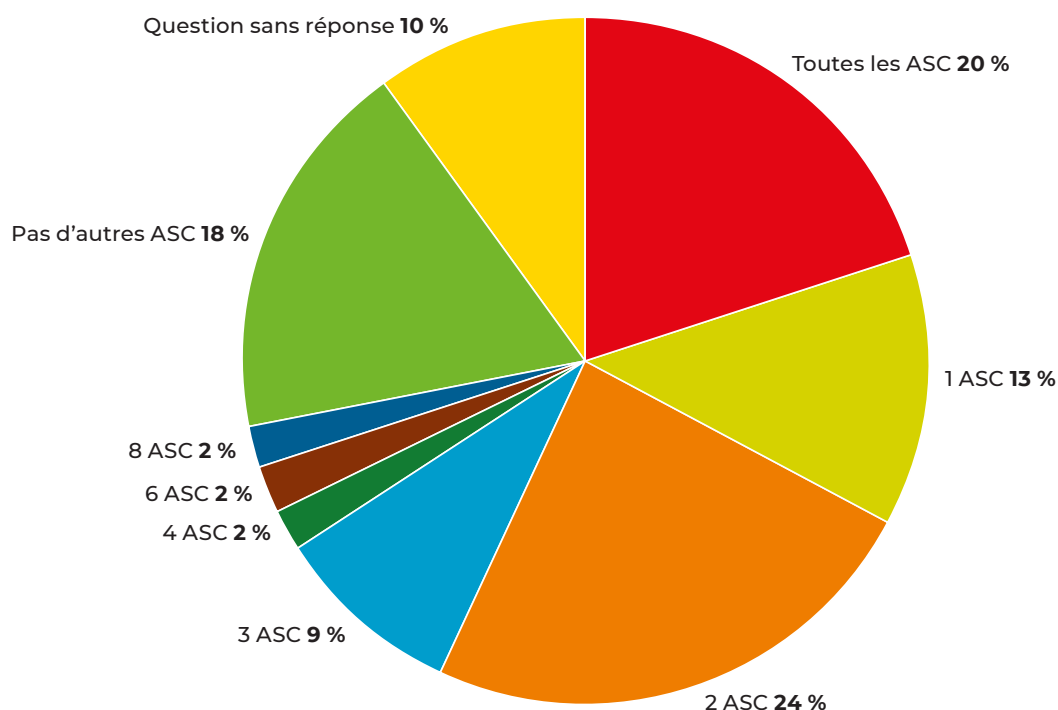


CAMEROUN 2

7 APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS

L'un des principaux engagements pris par le RSC SUN dans le cadre de la stratégie 3.0 était de renforcer le réseau et la collaboration au niveau régional, afin de garantir l'assistance, le financement, l'apprentissage, la coordination et le soutien linguistique approprié aux Alliances de la société civile dans l'ensemble du pays. 20 % des sondés ont déclaré être en contact avec toutes les Alliances de leur groupe régional, 24 % en contact avec deux ASC et 13 % avec une seule autre ASC. 18 % des sondés ont déclaré ne pas être en contact avec d'autres Alliances. Il faudrait que le secrétariat du Réseau de la société civile soit un meilleur intermédiaire dans les relations entre les ASC.

Nombre d'ASC au sein du groupe régional avec lesquelles les ASC ont déclaré être en contact



Voici quelques exemples d'échanges entre pairs :

- **Burkina Faso–Mali** : l'Alliance du Burkina Faso a partagé ses expériences en matière de suivi budgétaire, d'analyse et de lobbying avec celle du Mali. Elle a pris connaissance de l'expérience de l'Alliance malienne en matière d'intégration de la participation des organisations de la société civile dans le processus d'élaboration des budgets communautaires afin d'influencer ces derniers en fonction de leur évolution.
- **Ghana–Liberia** : l'Alliance du Liberia a demandé de l'aide au Ghana pour la Constitution de son Alliance, qui a été partagée et adoptée dans son contexte.
- **Nigeria–Ghana** : l'Alliance ghanéenne a tiré les leçons de l'indépendance du Nigeria et de l'expérience des membres dans la gestion de l'Alliance et la révision de sa Constitution.
- **Cameroon–Madagascar** : l'Alliance au Cameroun a partagé les leçons apprises ainsi que des techniques pour renforcer l'engagement de la communauté afin d'améliorer le système de santé et de nutrition.
- **Mali–Cameroon** : partage d'expériences en s'appuyant sur celle du Mali dans la formulation des engagements et le suivi.



Des représentant(e)s du RSC au rassemblement régional du Mouvement SUN au Panama, en décembre 2022.



Les participant(e)s à la conférence « Renforcement des capacités de planification prenant en compte la nutrition » organisée par l'Institut international de reconstruction rurale aux Philippines rencontrent le maire de Quezon City.

8 RECOMMANDATIONS, PROCHAINES ÉTAPES

Dans le cadre de l'enquête annuelle, les Alliances ont fait part d'une série de recommandations au secrétariat du Réseau de la société civile. Nous les avons classées par domaines thématiques et les traiterons de la manière suivante :

Recommandation 1 : Mobilisation des ressources

71 % des Alliances ont recommandé au secrétariat du RSC d'accroître son soutien dans le domaine de la mobilisation des ressources. Pour ce faire, le secrétariat du RSC prendra les mesures suivantes :

- Apporter une assistance technique aux Alliances pour la rédaction de demandes de subvention.
- Partager avec les Alliances le bulletin sur les possibilités de levée de fonds, qui présentera les dernières subventions disponibles pour les Alliances de la société civile
- Fournir aux Alliances des conseils de la part des donateurs mondiaux et nationaux sur les meilleures pratiques en matière de rédaction de demandes de subvention, de préparation aux réunions des donateurs, etc.
- Explorer de nouvelles méthodes de financement innovantes, telles que les mécanismes de collecte de fonds auprès de la diaspora.
- Institutionnaliser la formation Fundraising Radicals, qui offrira des possibilités de formation gratuite à tous les membres du RSC afin de les aider à renforcer leurs capacités en matière de collecte de fonds (connaissances et outils).
- Faciliter la mise en relation avec des donateurs potentiels aux niveaux mondial et national.

Recommandation 2 : Renforcement des capacités

51 % des Alliances ont déclaré qu'elles aimeraient avoir accès à davantage de possibilités de formation et d'apprentissage. Les recommandations portent sur des webinaires d'apprentissage, l'élaboration de boîtes à outils et le renforcement des capacités en vue d'améliorer le lobbying. Pour ce faire, le secrétariat du RSC prendra les mesures suivantes :

- Développer une boîte à outils en matière de lobbying pour les Alliances qui peut être adaptée par les ASC à leur contexte spécifique, ainsi que des conseils et une formation sur la façon d'influencer de manière fructueuse et de travailler avec le gouvernement (implication des parlementaires/décideurs politiques), apporter un soutien dans l'élaboration des messages et de la communication.
- Apporter un soutien pendant toute la durée de la [campagne de contrôle citoyen de l'action publique du RSC SUN](#), avec une [boîte à outils](#) et un soutien sur mesure pour décliner la campagne aux niveaux local et national.
- Offrir des formations en communication, notamment des conseils sur l'utilisation des réseaux sociaux dans le cadre d'actions de lobbying ciblées et peu coûteuses, la création de sites web et des formations à la vidéo et au montage.
- Mettre en place des webinaires pédagogiques portant sur les liens entre la nutrition et d'autres thèmes tels que le genre, le changement climatique, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.
- Développer une formation hybride pilote sur l'analyse budgétaire et le lobbying.

Recommandation 3 : Apprentissage par les pairs

44 % des ASC ont indiqué qu'elles aimeraient avoir davantage d'opportunités d'apprentissage par les pairs, sous la forme de réunions régionales, de partage de connaissances et d'expériences, ainsi que d'événements virtuels collaboratifs. En outre, 33 % des ASC ont indiqué qu'elles souhaitent échanger des bonnes pratiques et apprendre les unes des autres. Pour ce faire, le secrétariat du RSC prendra les mesures suivantes :

- Organiser des réunions régionales en présentiel avec les membres des ASC.
- Organiser un forum informel ouvert pour permettre à tous les membres de se rencontrer, de tisser des relations et de partager leurs expériences.
- Documenter les bonnes pratiques de l'ensemble du Réseau et les diffuser largement au sein du Réseau, du Mouvement SUN et au-delà.
- Organiser des webinaires axés sur les bonnes pratiques dans différents domaines thématiques et techniques pour permettre aux membres de partager et d'apprendre les uns des autres.
- Développer un système de parrainage, où les ASC bien classées en matière d'indices de gouvernance, de viabilité, et de diversité et d'inclusion se mettent en binôme avec celles qui ont besoin de plus de soutien.
- Organiser davantage de formations en présentiel réunissant des membres du Réseau du monde entier.



ENQUÊTE ANNUELLE JANVIER - DÉCEMBRE 2022



Réseau de la société civile

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

**Ensemble, nous développerons
un Réseau intégré et durable
d'acteurs de la société civile qui
contribue collectivement à un monde
sans malnutrition d'ici 2030.**

suncivilsociety.com

scalingupnutrition.org

